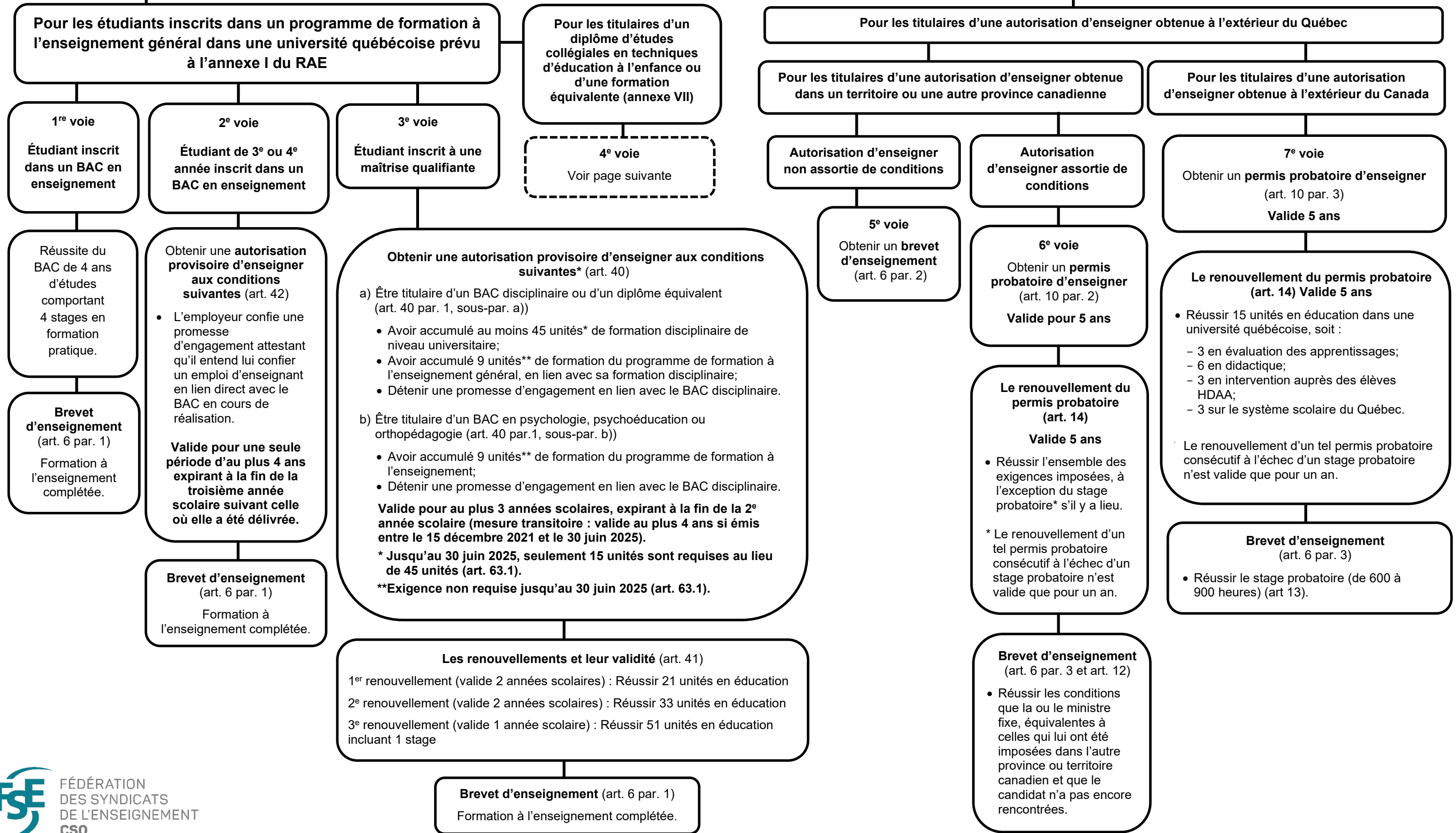


Les différentes voies d'accès menant à la profession enseignante

Pour enseigner à la formation générale selon le *Règlement sur les autorisations d'enseigner*, en date du 1^{er} mars 2022
Préscolaire, primaire, secondaire et éducation aux adultes



Notes complémentaires

Service de l'éducation préscolaire
(pour les titulaires d'un diplôme d'études collégiales en techniques d'éducation à l'enfance ou d'une formation équivalente prévue à l'annexe VII)

4^e voie

Obtenir une autorisation provisoire de dispenser le service de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire* aux conditions suivantes (art. 48) :

- Avoir accumulé au moins 9 unités de formation dans le programme de formation en éducation préscolaire et primaire (art. 48, par. 1 pour spécificités);
- L'employeur confie un emploi d'enseignant au préscolaire ou primaire*;
- Cet emploi ne peut être pourvu par le titulaire d'une autorisation d'enseigner;
- Avoir accumulé une expérience de travail pertinente de 3 000 heures comme éducatrice ou comme enseignante dans le service de l'éducation préscolaire ou dans le service de l'enseignement primaire*.

Valide pour au plus 4 ans et expire à la fin de la troisième année scolaire suivant celle où elle a été délivrée (art. 49).

* Jusqu'au 30 juin 2025, l'autorisation provisoire de dispenser le service de l'éducation préscolaire permet de dispenser le service de l'enseignement primaire (art. 63.5).

Les renouvellements et leur validité (art. 49)

1^{er} renouvellement

(valide 3 années scolaires) :

Réussir 54 unités de formation en éducation, incluant 1 stage

2^e renouvellement

(valide 2 années scolaires) :

Réussir 90 unités de formation en éducation, incluant 2 stages

3^e renouvellement

(valide 1 année scolaire) :

Réussir 114 unités de formation en éducation, incluant 3 stages

Brevet d'enseignement (art. 6 par.1)

Formation à l'enseignement complétée.

Veillez noter que :

- Toute **autorisation provisoire d'enseigner** cesse d'avoir effet dès que son titulaire échoue la reprise d'un stage de formation pratique inclus dans le programme de formation à l'enseignement qu'il doit compléter, qu'il est exclu de ce programme, l'abandonne ou cesse autrement d'y être inscrit, sauf si l'université a accepté une interruption de son inscription (art. 50).
- Pour certains demandeurs d'autorisations d'enseigner, la ou le ministre peut reconnaître l'équivalence d'un diplôme ou des compétences détenues par un candidat (art. 23 à 26).
- Tout candidat au **brevet d'enseignement** ou au **permis probatoire** doit avoir réussi l'examen de français ou d'anglais écrit, reconnu par le ministre à cette fin (art. 37).
- Le candidat dont la majeure partie de la formation pertinente a été acquise dans une langue autre que le français ou l'anglais doit de plus réussir un examen mesurant ses compétences en compréhension et en expression du français ou de l'anglais oral (art. 38).
- L'exigence de l'examen de langues ne s'applique pas au candidat à qui est délivré un brevet d'enseignement ou un permis probatoire sur la base d'une autorisation d'enseigner délivrée dans une autre province ou un territoire canadien, sauf si l'autorisation d'enseigner délivrée dans une autre province ou territoire canadien est assortie d'une telle condition. (art. 39)